



HAUTE-SAÔNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°70-2025-086

PUBLIÉ LE 9 JUILLET 2025

Sommaire

Préfecture de Haute-Saône / Direction des services du cabinet

70-2025-07-09-00003 - Arrêté réglementant temporairement la vente, la détention, l'usage et le transport de carburant au détail, ainsi que l'achat, la vente, la cession, l'utilisation et le transport des artifices de divertissement dans le département de la Haute-Saône, du 10 juillet 2025 08h00 au 15 juillet 2025 08h00 (3 pages)

Page 3

Préfecture de Haute-Saône

70-2025-07-09-00003

Arrêté réglementant temporairement la vente, la détention, l'usage et le transport de carburant au détail, ainsi que l'achat, la vente, la cession, l'utilisation et le transport des artifices de divertissement dans le département de la Haute-Saône, du 10 juillet 2025 08h00 au 15 juillet 2025 08h00

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL-N°

Réglémentant temporairement la vente, la détention, l'usage et le transport de carburant au détail, ainsi que l'achat, la vente, la cession, l'utilisation et le transport des artifices de divertissement dans le département de la Haute-Saône, du 10 juillet 2025 08h00 au 15 juillet 2025 08h00

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE

- VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2214-4 et L. 2215-1 ;
- VU** le Code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 122-1, L. 131-4 et R*122-52 ;
- VU** le Code pénal, et notamment ses articles 322-5 à 322-11-1 ;
- VU** le Code de l'environnement, et notamment ses articles R. 557-6-1 et suivants ;
- VU** le Code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L. 211-5 ;
- VU** la directive 2013/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques ;
- VU** la directive 2014/28/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil ;
- VU** le décret n°2010-455 du 04 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;
- VU** le décret n°2010-580 du 31 mai 2010 modifié relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;
- VU** le décret n°2015-799 du 01 juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ;
- VU** l'arrêté du 31 mai 2010 modifié, pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n°2010-580 du 31 mai 2010 modifié relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;
- VU** l'arrêté du 17 décembre 2021 portant application des articles L. 557-10-1 et R. 557-6-14-1 du Code de l'environnement relatifs aux articles pyrotechniques destinés au divertissement ;
- VU** l'arrêté n°25-2025-07-04-00003 du 04 juillet 2025 de la Préfecture du Doubs réglémentant temporairement la vente, le transport et l'utilisation des carburants au détail, produits inflammables ou explosifs, d'artifices de divertissement et la détention, le port et le transport, sans motif légitime, d'armes, de munitions ou d'objets pouvant constituer une arme au sens de l'article 132-75 du Code pénal à l'occasion des festivités liées à la fête nationale du 14 juillet 2025 ;

- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 27 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Romain ROYET, Préfet de la Haute-Saône ;
- VU** le décret du 30 juin 2023 portant nomination de la directrice de cabinet du préfet de la Haute-Saône, Madame Emmanuelle JUAN-KEUNEBROEK ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°70-2025-05-22-00001 du 22 mai 2025 portant délégation de signature à Mme Emmanuelle JUAN-KEUNEBROEK, directrice de cabinet de la préfecture de la Haute-Saône et à ses collaborateurs ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient à l'autorité administrative d'apprécier la nécessité de prendre des mesures de prévention au vu des risques de troubles à l'ordre public dont elle a connaissance et de veiller à ce que ces mesures soient proportionnées à ces risques ; qu'en application de l'article L. 2215-1 du Code général des collectivités territoriales, le préfet est compétent pour prendre les mesures adaptées et proportionnées nécessaires ;

CONSIDÉRANT que la période des festivités organisées à l'occasion de la fête nationale est susceptible de donner lieu à des débordements et des dégradations pouvant troubler l'ordre public, voire à des violences pouvant porter atteinte à la sécurité et aux biens de nos concitoyens ;

CONSIDÉRANT que l'un des moyens pour commettre des incendies ou des tentatives d'incendies volontaires consiste à utiliser, à des fins autres que celles pour lesquelles ils sont proposés à la vente, les carburants et combustibles domestiques ;

CONSIDÉRANT les dangers, les accidents, les atteintes graves aux personnes et aux biens qui peuvent résulter de l'utilisation inconsidérée des artifices de divertissement, particulièrement sur la voie publique et dans les lieux de rassemblement et notamment dans le cadre de violences urbaines, ces artifices étant utilisés comme initiateurs d'objets incendiaires et de moyens de propagation des feux dans le cadre de l'incendie de mobiliers urbains ou de véhicules et de bâtiments publics ;

CONSIDÉRANT le risque d'une recrudescence de l'utilisation par des individus isolés ou en réunion d'artifices de divertissement, notamment contre les services de police et de gendarmerie ;

CONSIDÉRANT les nuisances sonores occasionnées par l'utilisation de ces artifices ;

CONSIDÉRANT les risques et dommages encourus par les utilisateurs de ces produits mais aussi par des personnes et les biens alentours par une utilisation non-conforme ou inappropriée ;

CONSIDÉRANT que, depuis le 13 octobre 2023, la posture du plan VIGIPRATE est maintenue au niveau « *urgence attentat* » en raison du contexte international actuel et du niveau élevé de la menace terroriste ;

CONSIDÉRANT qu'en vue de prévenir les troubles à l'ordre public provoqués par l'utilisation de produits inflammables, carburants, explosifs, artifices de divertissement, il convient d'en réglementer temporairement la vente au détail et le transport sur le territoire de la Haute-Saône ;

ARRÊTE

Article 1 : La vente, la détention, l'usage et le transport de carburant en récipient transportable sont interdits dans tout le département de la Haute-Saône, sauf nécessité dûment justifiée par le client et vérifiée, en tant que de besoin, avec le concours des services de police ou de gendarmerie locaux, du 10 juillet 2025 à 08h00 au 15 juillet 2025 à 08h00. Cette interdiction ne s'applique pas aux professionnels en ayant besoin dans l'exercice de leur travail.

Article 2 : L'achat, la vente, la cession, l'utilisation, le port et le transport d'artifices de divertissement de catégories F2 et F3 figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 17 décembre 2021 susvisé et annexée au présent arrêté sont interdits dans tout le département de la Haute-Saône du 10 juillet 2025 à 08h00 au 15 juillet 2025 à 08h00 sur la voie publique ou en direction de l'espace public.

Article 3 : Les dispositions de l'article deux ne s'appliquent pas :

- aux personnes pouvant justifier de l'utilisation d'artifices de divertissement dans le cadre d'un spectacle pyrotechnique déclaré en préfecture tel que défini par l'article 2 du décret n°2010-580 du 31 mai 2010 ;
- aux personnes pouvant justifier de l'utilisation d'artifices de divertissement dans le cadre d'un feu d'artifice préalablement déclaré ou autorisé par le maire de la commune.

Article 4 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies, conformément aux lois et règlements en vigueur.

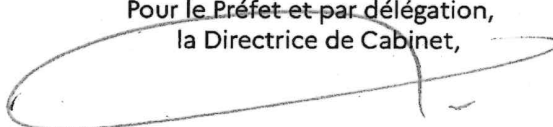
Article 5 : Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivant sa publication soit :

- par recours gracieux adressé auprès du préfet de la Haute-Saône – Direction du Cabinet – Service des Sécurités – 1, rue de la Préfecture – 70 000 VESOUL ;
- par recours hiérarchique adressé auprès du ministre de l'Intérieur – Direction des entreprises et partenariats de sécurité et des armes – Service central des armes et explosifs – Place Beauvau – 75 800 PARIS Cedex 08 ;
- par recours contentieux déposé devant le tribunal administratif de Besançon. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 6 : La directrice de cabinet du préfet de la Haute-Saône, le directeur départemental de la police nationale de la Haute-Saône, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Saône et le chef de la circonscription interdépartementale Montbéliard-Héricourt, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Haute-Saône.

Fait à VESOUL, le 09 JUL. 2025

Pour le Préfet et par délégation,
la Directrice de Cabinet,



Emmanuelle JUAN-KEUNEBROEK